



## Pourquoi toute la Wallonie n'est-elle pas au niveau du Brabant wallon ?

Philippe Destatte  
directeur général de l'Institut Destrée

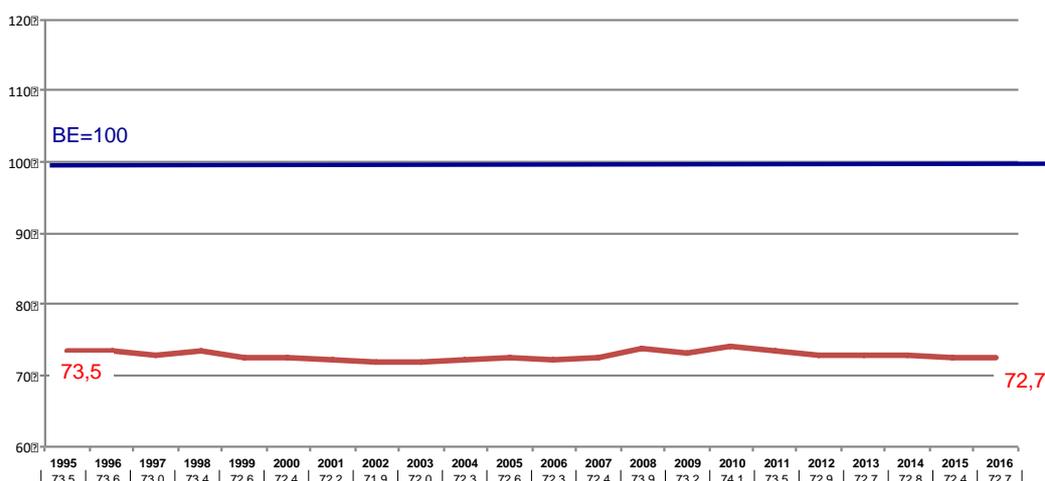
Entretien avec François-Xavier Lefèvre,  
journal *L'Echo*<sup>1</sup>

Namur, le 19 décembre 2018

**Installé dans son bureau à côté du Parlement et en face de l'Elysette qui se trouve de l'autre côté de la Meuse, il est aux premières loges pour observer la vie régionale. Ce matin, Philippe Destatte nous met sur la table une série d'indicateurs. PIB, pauvreté, chômage chez les jeunes...**

Si on observe les données en notre possession et qui ne vont guère au-delà de 2016, voire parfois 2017, la Wallonie ne se redresse pas. Il faut sortir de cette idée qu'elle serait redressée. Tous les indicateurs montrent, depuis des années, que, malgré les efforts extraordinaires - en tout cas affirmés -, le PIB par habitant sur la longue durée est un encéphalogramme plat. En 1995, il se situe à 73,5 (la Belgique égale 100) et on arrive à 72,7 en 2016.

### Produit intérieur brut par habitant de la Wallonie, prix courants, indices Belgique = 100 (1995-2016)



ICN - Comptes régionaux, 2018  
Calculs Ph.D. 2018-04-26

1 Ce papier constitue une relecture de mon interview par François-Xavier Lefèvre, parue dans *L'Echo* du 28 décembre 2018 sous le titre "Si la Wallonie n'est plus en déclin, elle ne se redresse pas, *L'Echo* a rencontré Philippe Destatte, directeur de l'Institut Jules Destrée, Entretien.. [https://www.lecho.be/economie-politique/belgique/wallonie/si-la-wallonie-n-est-plus-en-declin-elle-ne-se-redresse-pas/10082968.html?fbclid=IwAR2Oers0fZKSyDWQusEDHtpwoKbXNS\\_gf91cC7U\\_B0Lxohf\\_VzrqII01Y](https://www.lecho.be/economie-politique/belgique/wallonie/si-la-wallonie-n-est-plus-en-declin-elle-ne-se-redresse-pas/10082968.html?fbclid=IwAR2Oers0fZKSyDWQusEDHtpwoKbXNS_gf91cC7U_B0Lxohf_VzrqII01Y)

Les contrats d'avenir successifs lancés par les gouvernements wallons, les plans Marshall et les 12 milliards versés par les fonds structurels européens n'ont pas permis à la Wallonie de se redresser. Il n'y a pas de décollage. À aucun moment. La première fois que j'ai tenu ce discours en 2002, le contrat d'avenir représentait moins de 5% du budget régional. Comment voulez-vous activer un redressement avec moins de 5% du budget régional ? Le constat tient toujours partiellement <sup>2</sup>.

***À travers sa fenêtre, il pointe le bureau de Willy Borsus, le ministre-président libéral du gouvernement régional, qui se trouve face au sien sur l'autre rive.***

En face, il y a au moins un changement, c'est qu'on voit qu'on travaille. Les lumières sont allumées le soir. Cela n'a pas toujours été le cas. Il y a un changement de mentalité. Willy Borsus est présent sur le terrain et aborde les problèmes concrets comme la pauvreté ou le chômage. Jusqu'ici, on a trop souvent observé une sorte de déni alors que les indicateurs montraient qu'on ne se redressait pas. C'est un déni qui a été partagé par une large part des acteurs et qui consistait à dire que cela va mieux pour que cela aille mieux. C'était un refus de regarder la réalité en face. Le nombre de jeunes sans emploi ni formation, les fameux NEETS, est à des niveaux affolants. On est à 9,9% de la population au niveau belge, 11,6% au niveau européen et 12,2% au niveau de la Wallonie. Les différents plans successifs ont probablement permis de stabiliser la Wallonie et de faire en sorte que l'idée du déclin wallon soit terminée depuis la fin des années 1990. Mais si la Wallonie n'est plus en déclin, elle ne se redresse pas. On doit essayer de trouver d'autres solutions.

***Quelles solutions doit adopter la Wallonie ?***

Elles sont connues par un certain nombre d'économistes, mais elles ne sont pas mises en évidence. Le levier budgétaire du plan Marshall pour relancer la Wallonie a toujours été insuffisant. De 5%, on est passé à 3% du budget de la Région. Le problème majeur de la Wallonie est son incapacité à créer autant de valeur qu'elle ne devrait pour se redresser. Le professeur Giuseppe Pagano, de l'Université de Mons, l'a bien mis en évidence dans l'ouvrage qu'il a codirigé : *Où va la Wallonie ?* <sup>3</sup> Il est indispensable de dégager des marges suffisantes pour soutenir de nouvelles politiques. La Wallonie est plombée par son tissu socio-économique. On constate un déficit de 100.000 emplois dans la sphère de l'entrepreneuriat alors que la sphère plus sociétale comme le non-marchand et la fonction publique - qui sont nécessaires - ne crée pas de valeur. La sphère créatrice de valeur (qui paie de la TVA) est trop petite. On observe également un problème de productivité des travailleurs et des machines parce qu'elles sont bien souvent moins innovantes que celles que l'on trouve ailleurs. On en revient au même problème : on ne dispose pas des marges de manoeuvre suffisantes.

***Tout en pointant le plan d'investissement lancé par le gouvernement, Philippe Destatte estime que, pour s'en sortir, la Wallonie doit frapper plus fort.***

Si on pense en se situant dans une logique de réinvestissement et de décollage, il faut aller beaucoup plus loin. Il faut compter sur nous-mêmes. Il faut s'atteler au déséquilibre majeur entre la sphère créatrice de valeur et la sphère sociétale qui ne crée pas de valeur.

---

<sup>2</sup> Philippe DESTATTE, *Wallonie, un projet de développement durable pour 2004, Une démarche prospective en Région wallonne*, Intervention lors de la journée organisée par le Groupe Ecolo du Parlement wallon, 13 avril 2002. [http://www.wallonie-en-ligne.net/Wallonie\\_Prospective/2002\\_Destatte\\_Philippe\\_Developpement-durable-Wallonie-2004\\_spective-Wallonie\\_Seminaire-Ecolo.htm](http://www.wallonie-en-ligne.net/Wallonie_Prospective/2002_Destatte_Philippe_Developpement-durable-Wallonie-2004_spective-Wallonie_Seminaire-Ecolo.htm)

<sup>3</sup> Giuseppe PAGANO, 74.88.91 dans Virginie de MORIAME et G. PAGANO, *Où va la Wallonie ? Actes du cycle de conférences UO-UMONS*, p. 11-23, Charleroi, Université ouverte, 2016. Voir aussi dans le même ouvrage : Ph. DESTATTE, *Les trajectoires prospectives de la Wallonie (2016-2036)*, op.cit., p. 65-87.

***En guise de plat de résistance, il met sur la table la réforme des points APE. Ces aides à l'emploi pèsent plus d'un milliard d'euros et donnent du travail à 60.000 personnes en Wallonie. À ses yeux, la réforme du gouvernement ne va pas assez loin.***

Ces aides sont au centre de ce déséquilibre. Ce dernier soulève la question du périmètre de l'Etat et, ainsi, de savoir de quoi il doit s'occuper. Mon interrogation est de se demander comment on peut redéfinir ce périmètre de l'État en Wallonie de telle sorte que l'on crée de la valeur suffisante. Les gens sous statut APE sont placés dans des trajectoires qui ne sont pas bénéfiques pour eux, car les emplois sont souvent précaires et non statutaires. De plus, ces emplois ne créent pas de valeur pour la Wallonie. Je comprends évidemment qu'à 5 mois des élections, la réforme du gouvernement doit rester prudente, mais il faut encourager les jeunes qui sont à la recherche d'emploi à entrer dans le monde des entreprises.

***À la place de subsidier des emplois APE à travers les CPAS, comme les livreurs de repas, Philippe Destatte plaide pour une logique de marché.***

Il faut des passerelles pour que l'on crée des emplois indépendants tout en donnant un ticket aux gens pour qu'ils continuent à recevoir ce service. Il faut encourager des services à domicile qui s'inscrivent dans la logique du marché, et donc dans la concurrence, et pas uniquement dans une logique sociale d'un assistanat qui se trouve à l'intérieur de communes. L'enveloppe APE doit servir aux bénéficiaires. Il faut donner aux personnes en difficultés les moyens financiers pour qu'elles disposent de ce service qui créera de la valeur. Je le dis d'une façon non idéologique.

***Si son discours risque de braquer le monde syndical, Philippe Destatte y voit une logique durable.***

Oui, cela s'appelle du développement durable. Le rapport Brundtland, qui fonde le développement durable en 1987, dit qu'il s'agit d'un système économique capable de dégager des excédents et de créer des compétences techniques sur une base soutenue et autonome<sup>4</sup>. C'est une logique d'autosuffisance. En France, on ne se pose pas le problème de savoir si la Champagne-Ardenne est autonome sur le plan budgétaire. Mais nous, on se pose cette question puisqu'on vit dans une région qui est une partie d'un pays où la solidarité ne fonctionne plus comme elle le devrait. Les transferts financiers venant des Flamands ne vont plus se poursuivre et les transferts financiers venant de l'Europe vont probablement diminuer. En plus, les Wallons ne vivent pas bien. Lorsque l'on compare les dépenses annuelles des ménages entre la Flandre et la Wallonie, on observe environ 15% de différence. Sur les vêtements et chaussures, sur les meubles, sur la culture et les temps libres, la formation, par habitant, la Wallonie est chaque fois derrière la Flandre en matière de dépenses. Le seul point sur lequel le Wallon dépense plus que le Flamand, c'est sur le tabac et l'alcool<sup>5</sup>. Ce qui nous permet de maintenir un certain équilibre, c'est l'argent qui vient de l'Europe et de Flandre et le fait que l'on se serre la ceinture... Le fait de dire que la Wallonie doit se redresser comme le fait l'actuel gouvernement est un discours responsable.

---

4 Philippe DESTATTE, *La prospective, un outil majeur pour appréhender le développement durable*, Exposé présenté au Collège régional de Prospective de Wallonie, Namur, Cercle de Wallonie, 16 octobre 2010. [http://www.institut-destree.org/files/files/IDI\\_Education-permanente/2010/EP\\_A09\\_PhilippeDestatte-Prospective\\_Outil\\_Developpement\\_durable\\_2010-04-27.pdf](http://www.institut-destree.org/files/files/IDI_Education-permanente/2010/EP_A09_PhilippeDestatte-Prospective_Outil_Developpement_durable_2010-04-27.pdf)

5 *Aperçu statistique de la Belgique, Chiffres-clés 2018*, p. 118, Bruxelles, SPF Economie, StatBel, 2018.

***Enivré par les indicateurs, Destatte en vient à parler d'André Renard, le fondateur de la FGTB wallonne et des prochaines échéances électorales de 2019 et 2024.***

Lorsque André Renard appelle au fédéralisme en 1950, il va devant un congrès wallon et dit qu'il apportera l'appui de la FGTB pour autant que l'on crée une région où le chômage est banni. Voilà la motivation du fédéralisme. Aujourd'hui, le chômage en Wallonie reste une plaie chez les jeunes. Deux choses alors, ou bien c'est la faillite du fédéralisme ou celle des acteurs wallons qui doivent mettre en place des réformes de structure. Il faut dire ce qui est. Ces réformes de structure ne sont pas faites. Pourquoi toute la Wallonie n'est-elle pas au niveau du Brabant wallon ?

***Destatte encourage ainsi Willy Borsus à poursuivre l'oeuvre entamée par André Renard.***

Willy Borsus a plaidé début décembre, lors du congrès de l'Institut Destrée et de son Collège régional de Prospective, pour un transfert intrafrancophone des compétences de l'enseignement technique et professionnel de la Communauté française vers la Région wallonne. Mais il y a d'autres réformes de structure à faire, comme au niveau de la recherche et du développement. Nous sommes dans un des maux wallons, celui de la fragmentation. Vous avez des centres de recherche microscopiques un peu partout. Il faut les associer et en faire des centres de niveau européen. On peut dire la même chose pour les universités. Avoir une grande école d'ingénieur en Wallonie aurait du sens. Le gouvernement wallon doit aussi réinvestir massivement, 150 millions de plus par an dans la recherche et le développement.

***Reste l'addition finale. C'est classique, en Wallonie, on en revient toujours au problème financier.***

On ne fera pas l'économie d'une analyse de l'ensemble des dépenses. Je parlais des APE, mais on peut aussi parler du monde des entreprises. Il y aurait moyen d'avoir un accord avec le monde des entreprises pour dire que tous les dispositifs d'aides aux entreprises rentrent dans une phase d'extinction si, parallèlement, on diminue la fiscalité des entreprises de manière proportionnelle. Il faut en finir avec tous les phénomènes d'aubaine et les mécanismes de contrôle qui génèrent une importante bureaucratie.

***On vérifiera l'année prochaine si ses vœux sont exaucés! D'ici là, bon réveillon.***